

# BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja  
Semaine du 14 avril 2025

*Nous rappelons à notre très cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers [sa page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).*

## LE CHIFFRE À RETENIR

# 16%

C'est la part du Nigeria dans les investissements en capital-risque en Afrique. Le Nigeria est le premier pays africain en investissements VC.

## ÉVÈNEMENT À VENIR

Inscrivez-vous à la Business Expedition Ville Durable organisée par la Chambre de Commerce et d'Industrie France-Ghana à Accra les 10 et 11 juin 2025!

## Nigeria :

L'inflation est en légère hausse en mars, malgré le ralentissement de l'inflation alimentaire; L'agence de notation Fitch Ratings a revu à la hausse la note de crédit du Nigeria; Le Nigeria a ratifié le calendrier tarifaire de la CEDEAO dans le cadre de la ZLECAf; Le gouvernement fédéral donne le coup d'envoi de la reconstruction de l'autoroute Abuja-Kaduna-Zaria-Kano, longue de 700 km; L'ambassadeur de l'Union européenne au Nigeria exprime l'intérêt européen pour le potentiel minier nigérian Equinix investit 140 M USD pour renforcer l'infrastructure numérique.

## Ghana :

A l'issue de la 4<sup>ème</sup> revue de programme du Fonds monétaire international (FMI), un accord est trouvé avec le gouvernement ghanéen pour le futur décaissement de 370 M USD; Dans le secteur aurifère, le Bureau National de l'Or (Ghana Gold Board) demande aux étrangers de quitter le marché ghanéen du négoce de l'or d'ici le 30 avril 2025, tandis que l'État reprend le contrôle de la mine de Damang; Le ministre ghanéen des Finances, Dr. Cassiel Ato Forson, est élu président du Conseil des gouverneurs de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO.

# Nigeria

## L'inflation est en légère hausse en mars, malgré la baisse de l'inflation alimentaire

[Le Bureau national des statistiques a publié les résultats d'inflation du Nigeria pour le mois de mars 2025. Le Nigeria enregistre 24,2% d'inflation en mars, après 23,2% en février et 24,5% en janvier.](#) Il s'agit des trois premiers résultats d'inflation publiés par le NBS depuis la mise à jour de sa méthodologie de calcul.

L'inflation alimentaire (21,8% en mars), qui était le premier facteur responsable de l'inflation élevée au Nigeria (39,1% en 2024 avec un pic à 40,8% en juin 2024), est en baisse, et est désormais inférieure à l'inflation totale à 24,2% et l'inflation sous-jacente à 24,4%. Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, les défis logistiques et l'insécurité dans les principales régions productrices de denrées alimentaires restent des défis structurels.

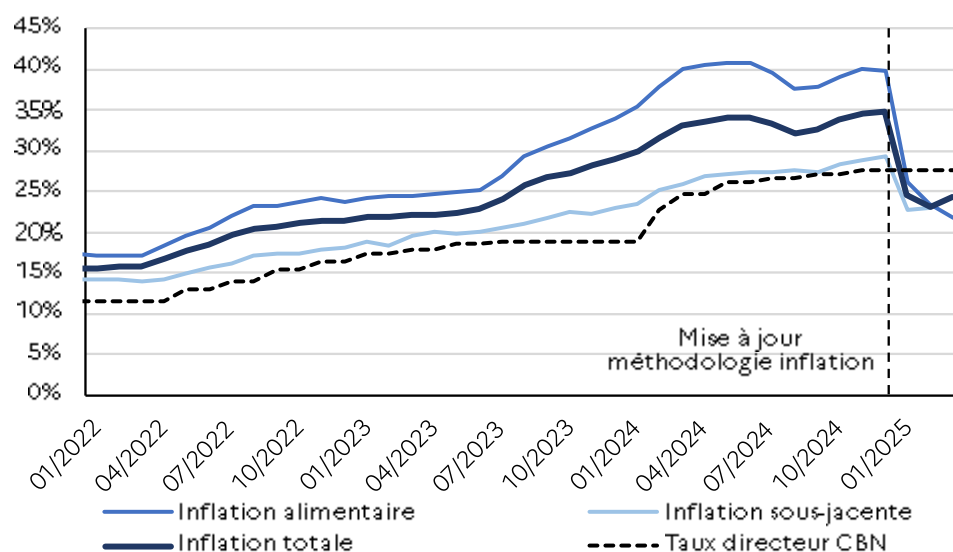
Les prix de l'énergie et en particulier de l'électricité et du carburant ont été les relais de l'inflation, se répercutant sur l'ensemble de l'économie. Le renouvellement de l'accord entre la raffinerie Dangote et la NNPC (compagnie pétrolière nationale) sur la

fourniture de pétrole brut et la vente d'essence en avril, après son interruption en mars à cause des difficultés d'approvisionnement en brut local de la NNPC, pourrait sensiblement baisser le prix du carburant à court terme.

En parallèle, l'augmentation de l'inflation sous-jacente (22,6% en janvier et 23,0% en février) souligne la généralisation de l'inflation au-delà de l'alimentation et de l'énergie et suggère une tendance structurelle. Les pressions à la baisse sur le naira en raison de la baisse du cours du baril pourraient également alimenter l'inflation importée.

La hausse de l'inflation en mars pourrait conduire la Banque centrale du Nigeria (CBN) à maintenir son taux directeur lors du prochain comité de politique monétaire de mai.

### Évolution de l'inflation mensuelle au Nigeria depuis 2022



Source : National Bureau of Statistics NBS

Clef de lecture : L'inflation du Nigeria s'élève à 24,2% en mars 2025 (courbe bleu foncé), l'inflation alimentaire représente 21,8% (courbe bleue) et l'inflation sous-jacente 24,4% (courbe bleu clair).

### Fitch Ratings a revu à la hausse la note de crédit du Nigeria

[L'agence de notation Fitch Ratings a réhaussé sa note long terme du Nigeria, de B- à B avec perspective stable.](#) La note souveraine représente une estimation du risque de défaut souverain du pays. Fitch Ratings avait précédemment réhaussé la note souveraine nigériane à B- avec perspective positive en mai 2024.

Cette amélioration est motivée par la cohérence et la crédibilité des politiques publiques pour renforcer la stabilité macroéconomique, et l'engagement du gouvernement en faveur de réformes clés, mises en œuvre depuis l'arrivée au pouvoir de l'administration Tinubu en mai 2023. Fitch Ratings cite notamment la libéralisation du taux de change, le resserrement de la politique monétaire, les mesures visant à limiter la monétisation du déficit et la suppression des subventions au carburant.

L'amélioration de sa note reflète les projections de l'agence en matière de réduction des vulnérabilités extérieures, liées à la

reconstitution des réserves de change de la CBN et de l'excédent en compte courant de 17 Md USD dégagé en 2024.

D'après Fitch Ratings, si le Nigeria devrait être peu impacté par l'augmentation des droits de douanes américains, la baisse du cours du baril devrait peser sur les finances publiques et les équilibres externes du pays. En conséquence, le déficit budgétaire devrait représenter 4,2% du PIB en moyenne en 2025 et 2026, notamment en raison des pressions sur les dépenses, liées au contexte inflationniste, au poids du service de la dette, alors que la campagne présidentielle pour les élections de 2027 va pousser le gouvernement à la dépense. La trajectoire d'endettement du pays reste soutenable et le ratio d'endettement devrait converger vers 51% du PIB selon l'agence en 2025 et 2026.

## **Le Nigeria a ratifié le calendrier tarifaire de la CEDEAO dans le cadre de la ZLECAf**

[Le Nigeria a ratifié le calendrier tarifaire de la Communauté africaine des États d'Afrique de l'ouest \(CEDEAO\) au sein de la Zone de libre-échange continentale africaine \(ZLECAf\).](#) Le calendrier prévoit la suppression progressive sur 10 ans de 90% des lignes tarifaires des marchandises échangées.

Le continent africain demeure un partenaire commercial marginal pour le Nigeria, représentant 11% de ses exportations – principalement à destination de la Côte d'Ivoire et de l'Afrique du Sud qui concentrent les deux tiers de ses exportations en Afrique. Seulement 4% des importations nigérianes sont en provenance d'un pays africain, et pour plus d'un quart de l'Afrique du Sud. La consolidation de la ZLECAf pourrait contribuer à dynamiser les échanges du Nigeria avec ses homologues africains et renforcer l'intégration de l'économie africaine.

## **Le gouvernement fédéral donne le coup d'envoi de la reconstruction de l'autoroute Abuja-Kaduna-Zaria-Kano, longue de 700 km.**

[Le gouvernement fédéral nigérian a approuvé un financement de 777 Md NGN \(427 M EUR\) pour achever la réhabilitation de l'autoroute Abuja-Kaduna-Kano,](#) un corridor routier vital pour l'économie du pays. Cette infrastructure stratégique relie la capitale fédérale Abuja aux régions industrielles du nord, en passant par Kaduna et l'État de Kano, deux pôles commerciaux majeurs. Initialement attribué à la société Julius Berger en 2018, le projet avait pris du retard depuis son lancement en raison de problèmes de financement et de logistique. En effet, moins de 50% de l'autoroute a été réalisée à ce jour.

Le ministre des Travaux publics, David Umahi, a précisé que les fonds serviront à accélérer la finalisation du chantier, avec une nouvelle méthode de construction appelée « *rigid pavement* » (revêtement rigide), jugée plus durable. Le projet est désormais divisé en trois segments, permettant une exécution simultanée pour optimiser les délais.

Cette décision gouvernementale intervient dans un contexte de pressions croissantes sur les infrastructures routières, essentielles pour le transport de marchandises et la mobilité interétatique. Les autorités espèrent que l'achèvement de cette route améliorera le climat des affaires, réduira les coûts logistiques, et favorisera le développement socio-économique du nord du Nigeria. Le financement sera intégré dans le budget fédéral.

Ce projet fait partie d'une stratégie plus large visant à moderniser les infrastructures du pays et stimuler la croissance économique par de grands travaux publics.

## **L'ambassadeur de l'Union européenne au Nigeria exprime l'intérêt européen pour le potentiel minier nigérian**

A la suite d'une rencontre entre l'ambassadeur de l'Union européenne au Nigeria, Gautier Mignot, et le ministre nigérian du Développement des minerais solides, Dele Alake, [le Nigeria et l'Union européenne se sont mis d'accord pour renforcer leur coopération dans ce secteur.](#)

Dele Alake a souligné l'importance de cette collaboration pour attirer des investissements étrangers et améliorer la chaîne de valeur locale. L'UE, de son côté, s'engage à fournir un soutien technique et financier pour faciliter l'exploitation responsable des ressources minières.

Cette alliance s'inscrit dans une volonté commune de diversifier l'économie nigériane et de créer des opportunités d'emploi, tout en respectant les normes environnementales et sociales. Elle reflète également l'intérêt croissant de l'Europe pour les ressources minérales essentielles à la transition énergétique mondiale.

En consolidant leurs liens, le Nigeria et l'UE espèrent établir un partenariat mutuellement bénéfique, favorisant la croissance économique et le développement durable dans le secteur des minerais solides.

Pour rappel un MoU de coopération dans le secteur minier avait été signé entre la France et le Nigéria en novembre 2024 à l'occasion de la visite d'État en France du Président Bola Tinubu.

## **Equinix investit 140 M USD pour renforcer l'infrastructure numérique**

La société américaine Equinix, spécialiste mondial des infrastructures numériques, poursuit son développement en Afrique de l'Ouest à travers l'expansion de son réseau de data centers et de connectivité. L'entreprise opère actuellement des centres de données à Lagos, Accra et Abidjan, ainsi que le câble sous-marin MainOne reliant ces trois villes à l'Europe.

Dans les mois à venir, [Equinix ouvrira deux nouvelles infrastructures au Nigeria : LG3, son troisième data center à Lagos, et PR1, son premier à Port Harcourt.](#) Ce dernier servira de point d'atterrissage pour le câble 2Africa, marquant le premier débarquement de câble sous-marin au Nigeria en dehors de Lagos. Equinix a également



annoncé 140 M USD d'investissements sur deux ans pour renforcer ses installations existantes dans la région.

Historiquement concentrée à Lagos, l'infrastructure numérique nigériane présente un déséquilibre territorial important. En installant un point d'interconnexion stratégique à Port Harcourt, Equinix cherche à améliorer l'inclusion numérique dans le sud du pays, cœur de l'industrie pétrolière, et à renforcer la résilience du réseau au-delà des zones côtières.

Dans un contexte de forte croissance de la demande en services numériques (cloud, streaming, e-commerce), ces infrastructures sont également clés pour atteindre l'objectif national de 70% de couverture Internet haut débit d'ici 2025, contre 45,6% aujourd'hui.

## Ghana

### **A l'issue de la 4<sup>ème</sup> revue de programme du Fonds monétaire international (FMI), un accord est trouvé avec le gouvernement ghanéen pour le futur décaissement de 370 M USD**

[A l'issue de la 4<sup>ème</sup> revue du programme soutenu par la Facilité élargie de crédit \(FEC\), les autorités ghanéennes et les services du Fonds monétaire international \(FMI\) sont parvenus à un accord en vue du décaissement de la prochaine tranche de 370 M USD.](#) Ce nouveau versement portera à 2,36 Md USD le total des financements reçus dans le cadre de ce programme de 3 Md USD engagé en mai 2023 pour une durée de 36 mois.

Le FMI a salué la performance du Ghana en termes de croissance économique (5,7% en 2024, au-delà de l'objectif de 3%), soutenue par une forte activité minière et de construction. Toutefois, les performances globales du pays se sont largement détériorées au dernier trimestre 2024. Le FMI a relevé des dérapages budgétaires, ayant entraîné un fort déficit de la balance primaire, attendue à +0,5% du PIB à fin 2024 et constatée à -3,25%, débouchant sur une importante accumulation de dettes. De plus, l'objectif d'inflation fixé à 18% n'a pas été atteint, l'inflation s'établissant à 23,8% sur l'année 2024, et plusieurs réformes structurelles dans les secteurs budgétaire, financier et énergétique ont été retardées.

Le FMI a tout de même souligné le volontarisme du gouvernement en place pour redresser les comptes publics, engager les réformes structurelles et poursuivre la restructuration de ses dettes. Des mesures budgétaires strictes ont été prises pour réduire les dépenses publiques en vue d'atteindre un excédent budgétaire de 1,5% du PIB en fin d'année 2025. Le cadre fiscal a été amendé pour permettre une augmentation des revenus fiscaux, notamment via une réforme de la TVA et la hausse de la taxe sur la production minière à 3%, qui devrait compenser les suppressions de taxes annoncées. Par ailleurs, les réserves de change dépassent désormais largement le seuil requis de 3 mois d'importations.

L'attention se porte désormais sur la programmation et la priorisation des projets bilatéraux (plafonnés à 250 M USD par an) et

multilatéraux (plafonnés à 300 M USD), compte tenu des contraintes budgétaires fortes qui pèse toujours sur le gouvernement ghanéen.

**Dans le secteur aurifère, le Bureau national de l'or (Ghana Gold Board) demande aux étrangers de quitter le marché ghanéen du négoce de l'or d'ici le 30 avril 2025, tandis que l'État reprend le contrôle de la mine de Damang**

Dans le cadre de ses efforts pour accroître les recettes nationales et rationaliser la gouvernance du secteur minier, le Ghana ordonne aux acteurs étrangers de cesser toute activité commerciale sur le marché ghanéen du négoce de l'or. Désormais, conformément à la loi adoptée par le Parlement ghanéen le 29 mars 2025, le Bureau national de l'or (Ghana Gold Board) est l'unique entité autorisée à acheter, vendre et exporter l'or produit dans le secteur de l'exploitation minière artisanale à petite échelle sous licence.

Bien que les acteurs étrangers soient exclus du marché primaire, ils conservent la possibilité de soumettre une demande d'achat ou de vente auprès du Gold Board, selon des modalités encadrées. Pour permettre à cette nouvelle structure publique de jouer pleinement son rôle, le gouvernement lui a alloué une enveloppe de 279 M USD, avec pour objectif l'achat et l'exportation d'au moins trois tonnes d'or par semaine. Des incertitudes demeurent toutefois quant à la capacité opérationnelle et financière de l'organisme à atteindre cet objectif.

Cette réforme s'inscrit dans une stratégie plus large visant à renforcer les réserves de devises et à stabiliser le cedi, dans un contexte de forte volatilité internationale et de hausse historique des cours de l'or, qui ont dépassé pour la première fois les 3 200 USD l'once, sous l'effet des tensions commerciales sino-américaines. En 2024, les exportations d'or du Ghana ont enregistré une hausse de 53,2%, atteignant 11,64 Md USD, dont près de 5 Md USD provenaient du segment de l'exploitation artisanale.

En parallèle, le gouvernement a annoncé sa décision de ne pas renouveler la licence d'exploitation minière de l'entreprise sud-africaine Gold Fields pour la mine de Damang. La gestion de cette exploitation sera reprise en main par l'État ghanéen, la Commission des mines ayant écarté l'argument d'un déficit de compétences locales.

**Le ministre ghanéen des Finances, Cassiel Ato Forson, est élu président du Conseil des gouverneurs de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO**

Le ministre ghanéen des Finances, Cassiel Ato Forson, a été élu président du Conseil d'administration de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) lors de la 23<sup>ème</sup> Assemblée générale annuelle qui s'est tenue à Banjul, en Gambie, le 14 avril 2025.

Dans le cadre de son mandat, il a défini quatre priorités stratégiques : la mobilisation de fonds pour financer plus efficacement les initiatives de développement régional, l'amélioration du recouvrement du capital en améliorant la gestion des actifs et l'efficacité opérationnelle, l'élargissement de la base d'investissement de la Banque en attirant des membres non-régionaux, et l'accroissement de la visibilité de la BIDC comme institution de financement du développement en Afrique de l'Ouest.

Son élection à la tête de la BIDC représente une opportunité majeure pour le Ghana de renforcer son influence au sein des instances financières régionales, particulièrement dans un contexte de recomposition des équilibres au sein de la CEDEAO après le retrait des pays de l'Alliance des États du Sahel (AES). Par ailleurs, le Ghana figure parmi les principaux bénéficiaires de la BIDC avec environ 408 M USD engagés dans 24 projets en cours, notamment dans les secteurs de l'énergie, des infrastructures et des services financiers.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

[tom.giudice@dgtresor.gouv.fr](mailto:tom.giudice@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : [tom.giudice@dgtresor.gouv.fr](mailto:tom.giudice@dgtresor.gouv.fr)